



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 119 – 15 JUIN 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

BENIN :
FINANCEMENT DE
58 M EUR DE
L'AGENCE
FRANÇAISE DE
DEVELOPPEMENT
(AFD) POUR
L'ADAPTATION DE
CENTRES URBAINS
AU CHANGEMENT
CLIMATIQUE

JEMOA : BONNE
TENUE DES
INDICATEURS
MACROECONOMIQUES
AU 1ER TRIMESTRE
2018 SELON LA
BCEAO

ETHIOPIE : VERS UNE
PRIVATISATION
PARTIELLE DU CAPITAL
DES ENTREPRISES
PUBLIQUES

SEYCHELLES :
INTENSIFICATION DE LA
LUTTE CONTRE LES
CONTREFAÇONS

TANZANIE :
DEMARRAGE DU
PROJET GRAPHITE DE
MAHENGE EN 2019

KENYA : PREMIERE
ETAPE VERS
L'EXPORTATION DE
PETROLE

CONGO-BRAZZAVILLE :
GOUVERNANCE
FORESTIERE - UN
SYSTEME
INFORMATIQUE DE
VERIFICATION DE LA
LEGALITE BIENTOT
DEPLOYE

SENEGAL : LA BANK OF
AFRICA ENREGISTRE UN
RESULTAT NET EN
HAUSSE DE 150 % EN
2017

CAMEROUN : LE
GROUPE FRANÇAIS
RENAULT TRUCKS
LIVRE 55 CAMIONS A
LA SOCIETE HYGIENE ET
SALUBRITE DU
CAMEROUN



ACTUALITE REGIONALE

▼ Signature d'une déclaration d'intention pour un dialogue stratégique France – Union Africaine

Lors de sa visite en Ethiopie, le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères a signé avec le président de la Commission de l'Union africaine, le 8 juin dernier, une déclaration d'intention établissant un dialogue stratégique et une coopération entre la Commission de l'Union africaine et la France. Elle portera sur trois piliers : paix et sécurité ; intégration économique et développement durable ; culture et éducation. Le ministre a proposé que la tenue de la première session du dialogue stratégique ait lieu à l'automne 2018.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ UEMOA : bonne tenue des indicateurs macroéconomiques au 1^{er} trimestre 2018 selon la BCEAO

Le PIB réel de la zone UEMOA a cru de 6,5 % en glissement annuel lors du 1^{er} trimestre 2018, après 6,4 % lors du trimestre précédent (contre 3,9 % et 3,8 % respectivement pour l'économie mondiale sur la même période). Les actifs extérieurs nets (+66,1 %) et les créances intérieures (3,8 %) ont contribué à l'augmentation de 8,8 % de la masse monétaire en glissement annuel. Le taux moyen trimestriel du marché monétaire s'est établi à 4,5 %, contre 4,1 % le trimestre précédent, mais a eu tendance à diminuer ces derniers mois. Le taux d'inflation reste identique au trimestre précédent, à 0,9 % en glissement annuel, principalement tiré par la hausse du prix des céréales dans la région.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : *Security votes*, Transparency International décrit des pratiques de corruption évaluées à 670 M USD

Selon un rapport de Transparency International, le Nigéria aurait consacré en moyenne 670 M USD par an ces dernières années aux dépenses discrétionnaires de sécurité (*security votes*), un mécanisme largement assimilé à des pratiques de corruption. Instaurés sous les gouvernements militaires dès les années 1960, ces fonds servent officiellement à couvrir les dépenses de sécurité imprévues, et permettent de déboursier des sommes importantes de manière discrétionnaire et en liquide. Cette révélation intervient alors que le Nigéria entre dans en période électorale en vue des présidentielles de février 2019.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la Banque centrale abaisse son taux directeur à 17 %

Pour la septième fois consécutive, la Banque centrale du Ghana (BoG) a décidé d'abaisser son taux directeur, de 18 % à 17 %. Elle justifie sa décision par la diminution de l'inflation au mois d'avril (-80 pdb, à 9,6 %) suite notamment aux réductions des tarifs réglementaires de l'eau et de l'électricité. L'objectif d'inflation de la BoG pour 2018 demeure compris entre 6 % et 10 %, bien que la remontée des cours du pétrole devrait entraîner un renchérissement des prix à court terme. Les abaissements successifs du taux directeur intervenus par le passé n'ont pour l'heure eu que peu d'effet favorable sur les taux d'intérêt bancaires, qui demeurent prohibitifs pour la majeure partie des acteurs économiques.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : vers une privatisation partielle du capital des entreprises publiques

Le comité exécutif du parti EPRDF a décidé d'ouvrir partiellement le capital de certaines entreprises publiques monopolistiques telles que *Ethiopian Shipping and Logistics Services Enterprise*, *Ethiopian Airlines* ou encore *Ethiotelecom* aux investisseurs nationaux et internationaux. Pour d'autres entités moins stratégiques, telles qu'EEP (énergie), ESC (sucreries), ERC (rail) et IPDC (parcs industriels), l'Ethiopie envisage des cessions majoritaires, complètes ou par projets. Cette vague de semi-privatisation, encouragée par le FMI, devrait faciliter l'entrée de devises étrangères et permettre la mise en place de bonnes pratiques dans ces entreprises.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : baisse de 19 % des IDE en 2017 selon la CNUCED

Selon le rapport que vient de publier la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), Maurice a attiré en 2017 un montant total d'IDE de 293 M USD en baisse de 19 % par rapport à 2016 (349 M USD). S'agissant des investissements directs réalisés à l'extérieur, son montant a sensiblement augmenté passant à 61 M USD en 2017 contre 5 M USD en 2016 et 54 M USD en 2015.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la croissance au 4ème trimestre 2017 portée par les secteurs primaire et tertiaire**

Selon l'institut national de la statistique, le taux de croissance du PIB au 4ème trimestre 2017 s'établit à 2,4 %. Le secteur primaire croit de 1,2 %, grâce au sous-secteur de l'agriculture vivrière avec les activités d'élevage, chasse et pêche et de sylviculture et exploitation forestière, qui progressent respectivement de 3,3 % et 2,6 %. Cependant, le sous-secteur de l'agriculture industrielle et d'exportation se contracte de 7,3 %. La performance du tertiaire, elle, résulte de la bonne tenue des activités dans presque toutes les branches. Le secteur tertiaire contribue de 1,7 point à la croissance du PIB trimestriel.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : les exportations de grumes camerounaises vers l'Union européenne chutent de 11 %, au premier trimestre 2018**

Selon l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) cette baisse de 11 % en volume à 3400 tonnes métriques est expliquée par la préférence du marché chinois jugé moins rigoureux sur les bonnes pratiques en matière d'exploitation forestière et l'augmentation du prix de cession du bois depuis le début de l'année 2018. Pour rappel, dans le cadre de la loi de Finances 2018, le gouvernement camerounais a procédé, pour la 2ème année consécutive, à une hausse de la taxe à l'exportation du bois en grumes. Cette charge supplémentaire a été répercutée par les exportateurs sur le prix final du produit, rendant réticents les acheteurs traditionnels du bois camerounais.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Benin : 10 354 466 individus enregistrés à la suite du recensement des populations**

Le Recensement initial administratif à vocation d'identification de la population (RAVIP), effectué entre novembre 2017 et fin avril 2018, a permis de comptabiliser 10 354 466 personnes. En parallèle, la création de l'Agence nationale d'identification des personnes (ANIP) a été officialisée. Elle s'occupera de la gestion des registres communaux et national, et de gérer l'utilisation du Numéro personnel d'identification (NPI).

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : le Recensement général de la population et l'habitat (RGPH) prévu pour 2019**

Après une phase préparatoire débutée au 2^{ème} trimestre de cette année, le RGPH se déroulera en 2019 sur une période de 36 mois. La publication et la diffusion des résultats globaux sont prévues en août 2020. Cette décision permettra de repousser à 2030 le prochain RGPH, initialement prévu pour 2024. Le dernier RGPH avait été réalisé au cours de l'année 2014, et avait permis de comptabiliser 22 671 301 individus. Au sein de ces derniers, 77,7 % avaient moins de 35 ans, 49,7 % vivaient en zone urbaine et 24,2 % n'avaient pas la nationalité ivoirienne.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : la Banque mondiale anticipe une croissance du PIB de 3,6 % en 2018**

La Banque mondiale (BM) maintient sa prévision de croissance du PIB réel mauritanien à 3,6 % en 2018 (3,5 % en 2017), dans son rapport semestriel sur les perspectives économiques mondiales. Cette estimation, identique à celle du FMI, serait soutenue par une hausse des dépenses de l'investissement et la progression des cours du fer sur le marché international.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : les exportations de biens ont progressé de 58 Mds FCFA (88,4 M EUR) au 1^{er} trimestre 2018**

Selon la direction des prévisions et des études économiques (DPEE), les exportations de biens du Sénégal au 1^{er} trimestre 2018 sont estimées à 384,2 Mds FCFA (576 M EUR), en hausse de 18,7 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 11,9 % en glissement annuel. Cette évolution est en partie le résultat d'une augmentation saisonnière des exportations alimentaires (+14,8 % par rapport au 1^{er} trimestre 2018, et +3,3 % en glissement annuel).

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : adoption du projet de la 1^{ère} loi de Finances rectificative (LFR) pour 2018**

Cette loi tient compte de l'élargissement de la cible de déficit en accord avec le FMI, de 2,9 % à 3,5 % du PIB en 2018, avec une hausse des dépenses de 1,77 % (3 774,4 Mds FCFA, soit 5,8 Mds EUR). La LFR 2018 prend en compte les récents engagements du président Macky Sall pour l'éducation (hausse des bourses étudiantes et de l'allocation logement des enseignants entre autres), la justice (hausse des effectifs), la santé (revalorisation salariale pour le personnel nocturne et régularisation des contractuels) et la défense (achat d'équipements). Par ailleurs, face à la hausse des coûts de l'énergie la subvention à la compagnie électrique nationale Senelec a été augmentée.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Kenya : vers 350 entreprises exclues des marchés publics de KPLC pour fraude

Le distributeur KPLC a exclu 350 entreprises privées des marchés publics (électrification rurale, construction de route notamment) suite à la révélation par un audit interne de mauvaises pratiques dans les attributions de ses marchés. Ces entreprises auraient ainsi remporté des contrats alors même qu'elles ne remplissaient pas les critères de pré-qualification, tel que l'obligation d'être certifié auprès de l'Agence nationale de la construction. 18 employés de KPLC auraient également été licenciés. Les investigations se poursuivent sur ce dossier, le procureur ayant accordé un délai à l'inspecteur général de la police pour lui faire parvenir ses conclusions d'ici la fin du mois de juin.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : intensification de la lutte contre les contrefaçons

Afin de protéger les propriétaires de marques et les consommateurs, le Conseil des ministres des Seychelles vient d'approuver de nouvelles directives procédurales pour accroître les contrôles aux frontières visant les marchandises contrefaites et portant atteinte aux droits d'auteur. Présentées par le Comité national de la propriété intellectuelle, les nouvelles lignes directrices visent à aider les agents des douanes à appliquer efficacement la loi sur la protection de la propriété intellectuelle.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : aveu d'échec du ministre des Finances

Depuis le début de l'année 2017, l'aide financière en provenance des pays du Golfe aurait fortement diminué, en dépit des attentes des autorités, conduisant à une baisse du niveau des réserves de change. En réaction, au cours du premier trimestre 2018, le gouvernement a dévalué le taux de change officiel – utilisé par l'Etat – et indicatif – utilisé par le secteur privé –, rendu obligatoire l'obtention d'un certificat pour procéder aux importations et restreint la fourniture de liquidités aux banques commerciales. Ces mesures ont eu comme effet d'alimenter les pénuries et ce, alors que le pays doit importer de nombreux produits de base comme le blé, le riz ou encore le sucre. Le ministre des Finances a admis cette semaine que la politique économique du gouvernement n'avait pas produit les effets escomptés. A ce stade, aucune mesure d'ajustement plus structurel n'a fait l'objet d'une annonce.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : adoption d'un projet de loi visant à modifier les statuts de la Banque centrale de Mauritanie (BCM)

Le projet de loi vise à octroyer à la BCM une autonomie totale dans le ciblage de l'inflation. Il élargit également les missions de la banque centrale pour y intégrer la prévention du risque systémique et le renforcement de la stabilité financière. De plus, la BCM devrait dorénavant superviser les sociétés à système juridique particulier, notamment les compagnies d'assurances et de réassurance. Le projet de loi prévoit par ailleurs de créer deux commissions : une de contrôle chargée de l'audit des opérations d'émission et de la coordination avec les experts d'audit étrangers, et une autre chargée du contrôle de conformité des opérations avec la loi et les règlements islamiques.

mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : annonce de développements dans l'énergie

La Banque mondiale a débloqué 200 M USD dans le cadre du programme régional d'électrification Off Grid (ROGEP) à destination de 19 pays africains dont le Nigéria. L'initiative permettra le développement de systèmes solaires photovoltaïques pour l'alimentation de bâtiments publics, de services publics et d'habitations. La réalisation du projet se fera de 2017 à 2022. Par ailleurs, l'Etat de Lagos a annoncé que son programme Embedded Power démarrerait en juillet 2018, avec un appel à manifestation d'intérêt qui sera réalisé en juin. Il vise à ajouter 3 000 MW d'électricité supplémentaires d'ici trois à six ans, par le déploiement de centrales à gaz dans des lieux stratégiques de l'Etat de Lagos.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : plus de 6 Mds USD pour la deuxième phase du programme de développement du secteur agricole Tanzanien (ASDP II)

Le président tanzanien a officiellement lancé le 5 juin 2018, la deuxième phase du programme ASDP. Le programme est prévu sur dix ans, à partir de juillet 2018 et sera financé à 40 % par le gouvernement et 60 % par le secteur privé et les partenaires au développement. Pour la seule année 2018/19, le gouvernement contribuerait à hauteur de 413 M USD et le secteur privé ainsi que les bailleurs de fonds à hauteur de 526 M USD. L'objectif du programme, qui porte notamment sur l'irrigation et l'amélioration des marchés, est d'améliorer la productivité du secteur et partant, la sécurité alimentaire du pays.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : démarrage du projet graphite de Mahenge en 2019

Le directeur de la société britannique Armandale Capital Plc Nick Johansen, a annoncé le démarrage de l'exploitation du graphite à haute teneur dans la mine de Mahenge dans la région de Morogoro (centre-est) pour l'année prochaine. Les réserves prouvées de la mine permettent une production de 49 000 tonnes par an du graphite à haute teneur pendant 32 ans. Selon l'entreprise, le projet de Mahenge se présente comme le meilleur projet de graphite non développé disponible dans le monde, avec un taux de pureté de plus de 90 %.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : lancement du Fonds Okoumé Capital

Filiale du Fonds gabonais d'investissement stratégique (FGIS), le Fonds Okoumé Capital, doté de 20 Mds FCFA a officiellement été lancé au début de ce mois. Okoumé Capital a été créé pour financer et développer les petites et moyennes entreprises (PME) et start-ups gabonaises. La durée d'investissement d'Okoumé Capital dans une PME est de cinq ans, avec un taux de revenu interne (TRI) projeté de 15 % par an. Si tous les secteurs d'activités sont concernés, la taille maximale des investissements est limitée à un milliard de francs FCFA. Son directeur général est Edgard Mfouba.

✉ Thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : 99,2 M EUR de prêts de la Banque islamique de développement (BID) pour la réhabilitation du corridor Cotonou-Niamey**

Les accords-cadres de financement partiel du projet de réhabilitation de la section Béroubouay-Malanville (169,4 km) sur le corridor Cotonou-Niamey ont été ratifiés. Ces deux accords de prêt signés par le gouvernement béninois avec la Banque islamique de développement (BID) atteignent un montant global de 65,02 Mds FCFA (99,2 M EUR).

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : financement de 58 M EUR de l'Agence française de développement (AFD) pour l'adaptation de centres urbains au changement climatique**

Le gouvernement a ratifié la convention de crédit de 58 M EUR, dont 8 M EUR de subvention, signée avec l'Agence française de développement (AFD), dans le cadre du financement du Programme d'adaptation des villes au changement climatique (PAVICC). Prévu pour une durée de 6 ans, ce programme vise à planifier l'urbanisation des villes de Bohicon, Comè, Cotonou et Sèmè-Podji (120 000 personnes couvertes) afin de les rendre plus résilientes au changement climatique. Cet appui passe entre autres par la construction d'infrastructures de drainage et de désenclavement.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : accord de prêt de 70 M EUR avec un consortium de banques pour la construction du CHU de Bassinko**

Le ministre burkinabè des finances Hadizatou Rosine Coulibaly-Sori, et le consortium de banques *Commerzbank* (allemande) et ABN AMRO, (néerlandaise) ont procédé à la signature d'un accord de prêt pour le financement du projet de construction du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Bassinko (quartier au nord de Ouagadougou). Le coût total du projet s'élève à 71 Mds FCFA (108 MEUR), dont 65 % couverts par l'accord de prêt (soit 70 M EUR) et 35 % d'un don de la famille royale des Émirats arabes unis. La réception de l'infrastructure est prévue pour fin 2019.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : adoption d'un Partenariat public privé (PPP) avec deux entreprises burkinabè dans les infrastructures routières**

La proposition de PPP relative au projet de construction et de bitumage du boulevard périphérique de la ville de Ouagadougou par la procédure d'entente directe lancée mi-2017 a été adoptée par le gouvernement. Le marché a été confié à l'Entreprise Bonkougou et frères (EBOMAF) pour la construction et le bitumage de 125 km de routes, et à l'entreprise Génie civil transport aménagement hydraulique (GTAH-Ingénieurs conseils) pour le suivi-conseil. Le montant total du projet s'établit à 181 Mds FCFA (276 M EUR), hors douane. La durée d'exécution du marché est de 36 mois.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : 102 M EUR de financement par la Banque islamique de développement (BID) pour la construction de l'Université de Bondoukou**

Le gouvernement ivoirien a ratifié un accord de financement de 102 M EUR avec la BID pour le financement du Projet d'appui au développement de l'Université de Bondoukou (ville au nord-est de la Côte d'Ivoire). Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme de décentralisation des universités (PDU) mis en place en 2014. Il vise à améliorer la capacité d'accueil et la qualité de l'enseignement supérieur de la recherche scientifique au sein du pays. La capacité d'accueil de l'Université de Bondoukou sera de 3000 étudiants, avec plus de 1000 chambres pour le logement de ces derniers et du personnel.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : prêt de 120 M EUR de l'AFD pour la réhabilitation du tronçon Bouaké-Kanaholo**

Le gouvernement ivoirien a ratifié un accord de prêt de 120 M EUR avec l'AFD pour le financement du Projet de réhabilitation du tronçon Bouaké-Kanaholo de la route du Nord. Le projet consistera principalement à réhabiliter la route Bouaké-Ferkessedougou, longue de 220 km. Pour rappel, la Côte d'Ivoire est au 73^{ème} rang mondial (11^{ème} pays africain) en matière de qualité des infrastructures routières selon le *Global competitiveness index* (GCI) du *World economic forum*, avec un score de 3,9 sur 7.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : la Banque mondiale approuve le *Country partnership framework* (CPF) avec une allocation cumulée potentielle de 1,5 Md USD entre 2018 et 2023**

Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le CPF de la Guinée pour la période 2018-2023. La stratégie retenue repose trois piliers : 1) l'amélioration de la gestion budgétaire (renforcement de la gouvernance dans le secteur minier) ; 2) l'appui au développement du capital humain (avec une priorité pour les secteurs de la santé et de l'éducation) ; 3) l'augmentation de la productivité agricole et de l'accès à l'électricité. Dans ce cadre, une allocation cumulée pouvant atteindre 1,5 Md USD est prévue au cours de la période, afin de financer 14 projets d'ici 2023.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : fin des travaux de construction du nouveau parlement par l'entreprise chinoise *Jiangsu Nantong N°3 Construction Group* (CNTC)**

Le président de l'assemblée nationale a officiellement reçu le nouveau bâtiment du parlement togolais. Le chantier a été exécuté par l'entreprise CNTC et financé par un prêt de l'Eximbank China de 12 Mds FCFA (18,3 M EUR) signé le 11 décembre 2015. Le chantier avait démarré le 20 juillet 2016.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Ouagadougou renforce son réseau de bus pour 200 M EUR**

Le Burkina Faso a signé un protocole d'accord avec les groupes Scania (suédois, filiale de Volkswagen) et RATP (français) pour un projet de modernisation du réseau de bus de Ouagadougou, sur la période 2018-2020, à hauteur de 200 M EUR. Le financement sera apporté par Scania grâce à un crédit-export de la Suède. Le groupe fournira également 550 véhicules (460 bus et 90 autocars), et assurera la formation des conducteurs et des mécaniciens de la Société de transport en commun de Ouagadougou (Sotraco). De son côté, la RATP apportera un appui technique pour la conception du réseau de transport urbain. Il fournira et opérera également le système de billetterie digital.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Nigéria : signature de partenariats agricoles avec le Maroc

Le Nigéria et le royaume du Maroc viennent de signer deux accords concernant le secteur agricole. Le premier porte sur la coopération dans la formation professionnelle agricole et l'encadrement technique entre les ministères de l'agriculture respectifs. La seconde entente a été signée entre le Fonds souverain nigérian et l'Office chérifien des phosphates (OCP) dans le cadre de la construction d'une plateforme industrielle au Nigéria pour la production d'ammoniac et produits dérivés. L'objectif du Maroc est de devenir l'un des principaux fournisseurs d'engrais du continent. En 2016 l'OCP avait déjà signé un accord avec le groupe Dangote pour la construction d'une plateforme de production d'engrais.

✉ Adouni.arinloye@businessfrance.fr

▼ Côte d'Ivoire : prêt de 18,5 M USD du Fonds international de développement agricole (FIDA) en soutien aux zones rurales

L'accord de prêt d'un montant de 18,5 M USD entre le gouvernement ivoirien et le FIDA a été ratifié. Il vise à financer le Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADFA), dont l'objectif est d'améliorer à la fois la sécurité alimentaire en zones rurales et l'offre de produits agricoles. Pour rappel, le taux de pauvreté était en 2015 proche de 60 % en zone rurale, contre 35 % en zone urbaine, selon l'Institut nationale des statistiques (INS).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 30 M USD de prêt de Eximbank India pour l'installation de 30 unités de transformation de riz paddy

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement de la riziculture (SNDR), 30 unités industrielles de transformation de riz paddy vont être livrées, au plus tard fin 2018, et installées sur l'ensemble du territoire. Ce projet sera financé par un prêt de 30 M USD octroyé par Eximbank India. Cette installation d'unités, dont la capacité de production annuelle est de 25 000 tonnes chacune, doit contribuer à atteindre l'objectif de 1,55 million de tonnes de riz transformé en 2018, et 1,97 million en 2020.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : signature d'un accord avec le Maroc pour la construction d'un gazoduc à destination du royaume

Le président du Nigéria Muhammadu Buhari, s'est entretenu avec Mohammed VI, roi du Maroc, lors d'une visite officielle à Rabat. Au cours de la réunion bilatérale du 10 juin, les deux pays ont signé un accord commissionnant 5 660 km de gazoduc visant à fournir le Maroc en gaz, depuis le sud du Nigeria. Il s'agit d'une extension au gazoduc qui dessert déjà les membres de la CEDEAO que sont le Benin, le Togo et le Ghana. Le projet d'extension convenu en décembre 2016, sera construit par phases sur une période de 25 ans, et est destiné à répondre aux besoins croissants en énergie des pays de transit ainsi que de l'Europe.

✉ maxine.pittet@businessfrance.fr

▼ Ghana : neuf nouvelles licences d'exploration pétrolières seront octroyées en 2018 et 2019

Le ministère de l'Energie a annoncé que 6 nouvelles licences d'exploration pétrolières seront accordées en 2018 et 3 autres en 2019. Parmi celles délivrées en 2018, trois le seront par appels d'offres, deux par négociations directes, la dernière étant réservée à la compagnie nationale GNPC. Les blocs pétroliers se situent dans le bassin maritime ouest (*Tano Cape Three Points*). Pour rappel, cette annonce résulte du jugement rendu par le Tribunal international de la mer en faveur du Ghana dans son contentieux territorial avec la Côte d'Ivoire. Les champs obtenus pourraient permettre d'accroître la production ghanéenne de 30 000 bpj. Actuellement, celle-ci s'élèverait à 170 000 bpj.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : Siemens et Rotan Power signent un MoU pour une centrale thermique de 660 MW

Siemens et Rotan Power ont signé un Protocole d'Accord (MoU) pour la construction d'une centrale thermique de 660 MW dans l'enclave d'Aboadze (Western Region), qui abrite déjà plusieurs producteurs indépendants d'électricité. Ce projet représenterait un investissement de plus de 500 M USD. Euler Hermes prendrait en charge une partie de son financement et en assurerait les garanties. Les travaux de construction s'effectueraient en deux phases ; la 1^{ère} débiterait en 2023 et la 2^{nde} en 2025. Par ses capacités de production, l'usine de Siemens et Rotan Power pourrait ainsi devenir la plus importante centrale thermique du Ghana, capable d'alimenter en électricité plusieurs millions de foyers.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : affaire « Block 13 », des membres de l'ex-gouvernement Sirleaf mis en cause

Dans le cadre de l'enquête pour corruption présumée dans l'attribution du bloc pétrolier libérien n°13, 18 membres de l'administration sortante d'Ellen Johnson Sirleaf ont été mis en cause. Le rapport du Comité présidentiel nommé à cet effet par George Weah, exige ainsi le remboursement par chacun des officiels cités de sommes comprises entre 5 000 USD et 35 000 USD, pour un total de 500 000 USD. Parmi les responsables mis en cause, l'ancienne ministre de la Justice Christiana Tah, l'ex-ministre des Finances Amara Konneh ou encore le fils de l'ancienne Présidente, Robert Sirleaf.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : première étape vers l'exportation de pétrole

Le Kenya a lancé ce mois-ci son programme pilote d'exportation de pétrole avec le départ des premiers barils du Turkana en direction de Mombasa. Environ 2000 barils devraient être extraits quotidiennement. Les premières exportations ne devraient toutefois pas avoir lieu avant la fin 2018, la capacité moyenne d'un pétrolier étant de 400 000 barils. Le programme, qui aurait dû débuter dès juin 2017, était en attente en raison de différends sur la répartition des recettes du pétrole avec les communautés locales. Un accord a été trouvé en mai dernier (75 % pour le gouvernement central, 20 % pour le comté de Turkana et 5 % pour les communautés locales). Un oléoduc reliant le champ de Lokichar au port de Lamu est par ailleurs à l'étude et pourrait bénéficier d'une décision finale d'investissement en 2019.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : signature d'un accord de coopération avec la Chine dans le domaine du nucléaire

Un protocole d'accord de coopération dans le domaine du nucléaire a été signé entre le gouvernement ougandais et la *China National Nuclear Corporation* (CNNC). Dans sa stratégie de développement nationale Vision 2040, l'Ouganda envisage de recourir au nucléaire pour fournir d'importantes quantités d'énergie à bas coût, le tarif électrique y étant actuellement parmi les plus élevés d'Afrique de l'Est, à environ 11 ct USD/kWh. Ce coût élevé, couplé avec le sous-dimensionnement du réseau, freine l'amélioration de l'accès à l'électricité (seuls 26,7 % de la population en bénéficiaient en 2016).

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : vers la fin des activités d'ExxonMobil en Tanzanie

La compagnie pétrolière prévoit la vente de ses parts dans le « Bloc 2 », un des gisements gaziers *offshore* dans le sud du Pays. L'entreprise, présente en Tanzanie depuis 2010, souhaite trouver un repreneur de sa participation, qui s'établi à 35 % ; le reste des parts du bloc est détenu par *Statoil*. Dans le cas où *ExxonMobil* parvenait à ses fins, le gouvernement Tanzanien perdrait un partenaire important dans le projet national de gaz naturel liquéfié estimé à plus de 30 Mds USD.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : convention signée entre l'Etat camerounais et la Société Britannique New Age pour la production de gaz liquéfié

La société britannique New Age développera le potentiel gazier du bloc Etindé, dans la région du Sud-Ouest du pays, par la construction d'une unité flottante de liquéfaction du gaz naturel. Cette unité devrait entrer en production au cours de l'année 2023, avec une capacité de 30 000 barils de condensat par jour et 1,3 million de tonnes métriques de gaz naturel liquéfié chaque année, sans compter le gaz domestique. Pour rappel, depuis le mois de mars 2018, le Cameroun produit du gaz naturel liquéfié au moyen d'une unité flottante au large de la ville de Kribi.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : gouvernance forestière - un système informatique de vérification de la légalité bientôt déployé**

Le lancement d'un outil de suivi informatique des produits forestiers a été annoncé lors du huitième comité conjoint de l'accord de partenariat volontaire entre la République du Congo et l'Union européenne (UE), dans le but d'éviter la production et l'exportation de bois illégal. L'ambassadeur de l'UE au Congo a également invité les acteurs privés à alimenter ce nouveau système informatique, pour obtenir une vue d'ensemble des concessions forestières au Congo. Cet instrument de traçabilité pourrait rassurer les acheteurs européens de bois congolais, et renforcer la filière de la sylviculture qui ne contribue qu'à hauteur de 5,5 % au PIB et ne représente que 15 000 emplois.

✉ raphael.montagner@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : hausse de 3,4 millions d'onces d'or de réserves probables pour la mine d'Essakane**

La société canadienne *Iamgold Corporation*, détentrice de la mine d'or d'Essakane, a annoncé une augmentation de ses ressources indiquées de 0,2 à 0,6 million d'onces, et une augmentation de ses réserves probables de 1,3 à 4,7 millions d'onces. Le débit de l'usine passe à 12 millions de tonnes par an et la production annuelle moyenne à 480 000 onces (+16 %), par rapport à celle annoncée dans le rapport technique de 2016. La durée de vie de la mine a également été prolongée de 3 ans et s'élève désormais à 8,5 années (2018 à 2026).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : signature d'une convention minière avec l'entreprise chinoise Chalco**

La Guinée et la société chinoise *Chalco*, filiale du groupe *Chinalco*, ont procédé à la signature d'une convention d'une durée de 15 ans portant sur la réalisation d'un projet intégré bauxite-alumine au nord sud de Boffa. Elle entre dans le cadre de l'accord-cadre de 20 Mds USD entre la Guinée et la Chine signé en 2017. Le projet portera sur le développement d'une chaîne de production intégrée de bauxite, d'alumine et d'infrastructure permettant l'évacuation du minerai, pour une production estimée à 12 millions de tonnes de bauxite. La société chinoise dispose de 3 ans pour démarrer la production.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Nigéria : la Fintech Association signe un partenariat avec la Commission de sécurité et d'échanges**

La Fintech Association nigériane a annoncé vendredi 8 juin 2018 la signature d'un partenariat avec la Commission de Sécurité et d'Echanges (SEC) visant à transformer le marché des capitaux du pays en mettant à l'honneur les solutions technologiques financières. La Fintech Association regroupe les différentes organisations du domaine des fintechs au Nigeria. Elle a pour but de favoriser l'échange d'idées et la diffusion d'informations entre les différents acteurs de l'industrie des services financiers nigériens. Toujours d'après cette dernière, ce partenariat ambitionne de faire évoluer les pratiques et modes de fonctionnement du secteur des fintechs au Nigéria.

✉ Mounir.alhoz@businessfrance.fr

▼ **Congo-Brazzaville : les opérateurs de téléphonie mobile augmentent les tarifs de communication**

En raison d'une augmentation de la taxe sur le trafic des communications électroniques actée dans la Loi de finances 2018, les opérateurs de téléphonie mobile ont revu à la hausse leurs tarifs d'appel, SMS et internet. Cette révision fait suite à la décision prise début juin par l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (ARPCE) de fixer des prix planchers pour encadrer la guerre des prix que se livrent les opérateurs. Ces mesures devraient contribuer à atténuer la baisse de 42 % des activités des opérateurs entre 2015 et 2018, mais au détriment des consommateurs.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Benin : appel d'offres pour la réalisation d'études pour la construction d'un complexe hôtelier à Avlékété**

Le ministre du Cadre de vie et du développement durable a lancé la sélection de cabinets pour des missions partielles d'études dans le cadre du développement d'un complexe hôtelier de type Club Med à Avlékété, dans la commune de Ouidah (sud-ouest du Benin). Il organise également fin juin une mission de PME françaises du secteur touristique susceptibles de participer aux projets de développement des équipements culturels et touristiques des pôles touristiques d'Abomey, Porto-Novu, Ouidah et de la Marina/Porte du non-retour.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : relèvement du niveau minimum de capital social requis dans le secteur bancaire**

Ce niveau passe de 7 Mds MRO (17 M EUR) en 2018 à 11 Mds MRO (26 M EUR) à l'horizon 2020, soit une hausse de 57 %. Cette mesure vise principalement à renforcer la solidité du système financier mauritanien. Aucun changement n'est apporté sur les autres ratios prudentiels.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : la Bank of Africa enregistre un résultat net en hausse de 150 % en 2017**

En hausse de 150 % par rapport à l'exercice précédent, le résultat net de la *Bank of Africa*, filiale du groupe marocain BMCE, s'établit à fin 2017 à 10,11 Mds FCFA (15,16 M EUR). Cette croissance est le résultat conjugué d'une baisse du coût du risque et d'une activité commerciale en forte croissance avec l'augmentation de la base clientèle qui s'élargie de 29,5 % par rapport à 2016. Pour rappel, avec 55 agences au Sénégal, la *Bank of Africa* détient le 2^{ème} réseau d'agences bancaires du Sénégal.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ **Cameroun : le groupe français Renault Trucks livre 55 camions à la société Hygiène et salubrité du Cameroun (Hysacam)**

Comme annoncé en 2017, la société Hysacam a concrétisé l'acquisition de 55 camions de propriété neufs. Hysacam procède ainsi au renouvellement de sa flotte grâce à un financement d'un consortium de trois banques locales conduit par Société Générale Cameroun et Ecobank qui ont accordé un prêt total de 24,5 Mds FCfa (37 M EUR). Proparco a apporté une caution solidaire de 11 Mds FCFA (16,81 M EUR), permettant de garantir 45 % du crédit accordé par les banques à Hysacam.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Le Ghana représenté au salon VivaTech

Une délégation ghanéenne menée par le vice-ministre des Communications, George Andah, s'est rendue à la troisième édition de VivaTech, le salon français consacré à l'innovation technologique et aux start-ups. Parmi les représentants du Ghana figuraient notamment la start-up Bisa (Healthtech) et l'incubateur ISpace, pilote du programme d'entrepreneuriat panafricain Ayadalab, co-fondé par l'Institut Français et le Goethe-Institut. Les dirigeants de l'incubateur Mest Accra (partenaire de l'agence Paris&Co), du cabinet de conseil Edel Technology, ainsi que la cofondatrice ghanéenne de TheBoardRoom Africa, Marcia Ashong, animaient certains panels et concours d'innovation.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : visite du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères en Ethiopie, le 8 juin 2018

Lors de cette visite, le ministre a rencontré le Vice-Premier ministre éthiopien et la secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Ils ont échangé sur le renforcement de la relation franco-éthiopienne dans le domaine économique, ainsi que sur les questions de paix et de sécurité sur le continent africain, rappelant le rôle essentiel de l'Ethiopie dans ce domaine. Le ministre a également salué les récentes annonces et actions en faveur de la réconciliation avec l'Erythrée ainsi que l'ouverture de l'espace démocratique.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la finance marocaine se positionne sur l'agriculture et le tourisme

Le Congo va accueillir, le 20 juin à Pointe Noire, une mission multisectorielle organisée par le Club Afrique Développement (CAD) fondé par le groupe Attijariwafa bank, en partenariat avec le Crédit du Congo, sous le thème « Opportunités de diversification de l'économie Congolaise ». Il s'agit de susciter des joint-ventures entre entreprises marocaines et congolaises avec, pour cette édition, un focus sur la présentation de projets structurants dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme autour de séances B2B. Attijariwafa bank, qui multiplie ce type d'initiatives en Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale, a conduit 7 missions multisectorielles en 2017 ayant généré quelque 1 000 rendez-vous d'affaires.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : remaniement partiel du gouvernement

Le gouvernement mauritanien a connu un léger remaniement, qui a vu le départ du ministre des Affaires étrangères, remplacé par Smael Ould Cheikh Ahmed (ancien Représentant de l'ONU au Yémen). Naha Mint Moukhness, ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, devient ministre des Affaires sociales, de l'enfance et de la Famille. Elle est remplacée au commerce par Khadjettou Mint M'Bareck Fall.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : mission économique aux Pays-Bas**

Une délégation d'opérateurs économiques nigériens séjournera aux Pays-Bas, du 16 au 23 juin prochains, où elle prendra part à la 4ème mission économique et commerciale dédiée à l'agroalimentaire et la chaîne des valeurs. Organisé par la Chambre de commerce et d'industrie du Niger (CCIN), ce voyage d'affaires doit permettre aux membres de la délégation nigérienne de nouer des partenariats dans le secteur de l'agro-industrie. A noter que les opérateurs économiques d'autres pays voisins, comme le Burkina Faso et le Mali, seront également présents.

✉ cossuc@afd.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

